

La motion faisait allusion au problème du chômage qui est quelque chose de très réel pour ces 675,000 personnes et plus qui n'ont pas d'emploi. Les politiques gouvernementales qui ont contribué ou abouti à créer cette situation sont moralement mauvaises et témoignent de la part du gouvernement d'une insensibilité et d'une dureté qu'on avait encore jamais vues et dont il lui faudra assumer toute la responsabilité.

On a aussi mentionné la question des disparités régionales. Je n'ai aucunement l'intention de réfuter l'assertion du secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale qui a dit que la motion qu'avait présentée l'opposition officielle pouvait être mise en question du fait de l'emploi de l'expression «ont accentué la disparité entre les régions» mais recourir à un tel expédient comme pour se justifier du succès de la politique gouvernementale est à mon avis tout à fait mal. Le secrétaire parlementaire a fait remarquer très justement que la solution des problèmes de disparités régionales exige des mesures à long terme qu'on ne peut pas trouver du jour au lendemain. Je souscris entièrement à cette assertion. Fondamentalement, il faut voir loin, ce qui est l'argument que beaucoup d'entre nous avons fait valoir quand la Chambre était saisie de certaines mesures de ce ministère avant le congé des fêtes. Nous avons alors souligné que le ministère de l'Expansion économique régionale ne devait pas servir d'instrument pour régler les problèmes économiques à court terme. Je maintiens que nous avons raison, ce qu'a confirmé, je crois, le secrétaire parlementaire cet après-midi.

Nous devons nous pencher sur nos programmes d'expansion régionale car il est difficile d'établir si nous en recevons pour notre argent. Le gouvernement dépense énormément pour ces programmes et nous avons entendu une pléthore d'annonces sur les subventions accordées et les emplois créés, mais au vrai, ces emplois ne seront créés que si l'on poursuit ce programme et qu'on le mène à bien. Combien d'emplois actuels découlent des programmes d'expansion régionale? Avant Noël, le programme de stimulation du ministère n'en avait créé qu'un petit nombre.

En faisant allusion aux propos du chef adjoint du Nouveau parti démocratique, le député de York-Sud (M. Lewis), le secrétaire parlementaire a déclaré que ce député avait dit qu'en fin de compte les programmes d'expansion économique régionale n'étaient pas planifiés parce que les grosses sociétés recevaient des subventions. A mon avis, il était dans l'erreur car, fondamentalement, le député de York-Sud a signalé deux points. Tout d'abord, que le programme de stimulation régionale n'est pas planifié parce que le gouvernement n'a pas établi de critères pour l'octroi des subventions; deuxièmement, que le gouvernement attend patiemment que l'industrie lui soumette des idées, des propositions et des plans, dont il détermine ensuite la valeur. C'est ce dont nous parlions quand nous avons parlé du manque de planification.

Le ministre ne peut pas nier qu'un certain nombre de subventions ont été accordées à des entreprises aussi importantes que la Falconbridge Nickel et Proctor and Gamble. Ces sociétés n'ont certainement pas besoin d'aide pour réaliser leurs projets. Le gouvernement a présenté son programme d'expansion régionale comme la pierre angulaire de ses programmes au cours du présent

[M. Burton.]

mandat. La plupart d'entre eux nécessitent le versement de subventions et ont été élaborés à tort à partir d'objectifs économiques à court terme. Cela contraste étrangement avec la caisse de prêts annoncée par le ministre des Finances (M. Benson) en décembre dernier et qui, à notre avis, était un pas dans la bonne direction et méritait d'être instituée. En présentant cette proposition, le ministre des Finances a contribué à régler les problèmes économiques à court terme.

● (5.40 p.m.)

J'estime que le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) a renoncé à la direction de son ministère. Il se dit au fond que tout va très bien pour lui, dès qu'on lui signale des problèmes. Le sous-ministre, qui ne manque pas de compétence, et qui est un libéral notoire, est vraiment, d'après moi, le maître du ministère. Pour moi, ce n'est pas le ministre qui dirige. Je ne vois pas d'autre explication à l'incapacité du ministre à traiter judicieusement de certains sujets et à répondre de façon rationnelle aux questions qu'on lui pose de temps à autre au sujet des programmes du ministère. Des critiques de plus en plus convaincantes du programme du ministère ont été émises par bien des gens. Je songe ici au député d'Edmonton-Strathcona (M. Harries), qui aurait dit, d'après le *Journal* d'Edmonton du 9 février 1971:

Le gouvernement devrait abandonner immédiatement son programme de subventions industrielles, sauf dans des régions très spéciales...

Plus loin, on lui attribue les paroles suivantes:

Le programme actuel de subventions est en passe de devenir la réplique du dernier programme fédéral de subventions qui, une fois terminé, suscita des critiques de toutes parts.

D'après lui, les subventions ont été une véritable aubaine pour les actionnaires de l'Imperial Oil, notamment, et c'est là l'unique résultat appréciable de quelques-unes d'entre elles. D'autres critiques ont été formulées dernièrement par le président du Conseil des sciences du Canada. Tout récemment encore, le samedi 20 mars, le *Citizen* d'Ottawa publiait un article qui faisait dire à M. Solandt:

...le bilan du développement industriel régional au Canada se solde par une série de désastres.

Il ajoutait:

Ne nous abusons pas. Ces entreprises industrielles régionales n'ont pas d'autre motif que de créer des emplois; elles ne sont pas rentables économiquement... ce sont des projets d'assistance sociale destinés à l'industrie,...

Bien sûr que nous voulons créer des emplois. Le président du Conseil des sciences a fait ressortir certains problèmes concernant les programmes gouvernementaux. Lorsque, hier après-midi, j'ai demandé au ministre de l'Expansion économique régionale s'il avait tenu compte de ces recommandations et si des études ou des consultations se poursuivaient, tout ce que j'ai pu obtenir de lui fut une réplique adroite, complètement à côté du sujet.

J'aimerais aussi parler des remarques du gouverneur de la Banque du Canada qui, dans son rapport annuel, signalait à nouveau qu'on ne doit ni ne peut avoir recours à des programmes de développement régionaux pour